

SECRETARIAT GENERAL

Unité - Progrès - Justice

DIRECTION GENERALE DU
CADASTRE MINIER ET DE
L'INFORMATION MINIERE

Arrêté N° 17/049/MEMC/SG/DGCMIM
portant octroi du permis de recherche
«PASSOCO» à La société MIGLAB TRAVAUX
ET SERVICES SARL.

LE MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES CARRIERES



Visa cf n° 58

- VU la Constitution ;
- VU Loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;
- VU le décret n°2016-003/PRES/PM du 12 janvier 2016, portant composition du Gouvernement;
- VU le décret n°2016-006/PRES/PM du 08 février 2016, portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2016-384/ PRES/ PM/MEMC du 20 mai 2016, portant organisation du Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières;
- VU le décret n° 2005 - 047/PRES/PM/MCE du 03 février 2005, portant gestion des autorisations et titres miniers ;
- VU le décret n° 2010-075/PRES/PM/MEF du 03 mars 2010, portant fixation des taxes et redevances minières;
- VU l'arrêté n°2015-247/MME/SG/DGCM du 19 aout 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km²;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU la lettre n°016-0890/MEMC/SG/DGCMIM du 15 décembre 2016 portant invite à payer des droits fixés à un million (1 000 000) francs CFA ;
- VU la quittance n°0312481 du 27 décembre 2016 de paiement effectif des droits fixes d'octroi ;
- VU la demande de La société MIGLAB TRAVAUX ET SERVICES SARL enregistrée le 02 novembre 2016.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : Il est octroyé à La société **MIGLAB TRAVAUX ET SERVICES SARL**, dans les conditions du présent arrêté, le permis de recherche dénommé «**PASSOGO**», situé dans les provinces du Soum, du Namentenga et du Sanmatenga pour la recherche de l'or.

ARTICLE 2 : Ce permis couvre une superficie de **93,394** Km². Il est défini par les sommets dont les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM sont les suivantes :

Sommets	X	Y
A	745 500	1 542 839
B	745 500	1 532 410
C	755 500	1 532 410
D	755 500	1 545 000
E	753 139	1 545 000
F	753 139	1 538 840
G	749 137	1 538 840
H	749 137	1 542 839
Ellipsoïde : Clarke 1880		Datum : Adindan, Zone 30 N

ARTICLE 3: Le permis a une durée de validité de trois (3) ans pour compter de la date de signature du présent arrêté, il peut être renouvelé pour une durée de trois (3) ans et tout au plus deux (2) fois conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4 : La société **MIGLAB TRAVAUX ET SERVICES SARL** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du code minier.

ARTICLE 5: Les exonérations douanières mentionnées à l'article 4 ci-dessus excluent les taxes et redevances pour les services rendus.

ARTICLE 6 : La société **MIGLAB TRAVAUX ET SERVICES SARL** est tenue de communiquer à la Direction Générale du Cadastre Minier et de l'Information Minière:

- un rapport d'activités au terme de chaque semestre calendaire et un rapport annuel d'activités sur les résultats des travaux de recherche de l'année établis selon les canevas définis par les dispositions de la section 3 de l'arrêté portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations.
- le programme prévisionnel de travail et le budget des dépenses de l'année suivante.

Elle fournira en outre :

1. Tous les renseignements miniers recueillis sur le permis ;
2. Un rapport de synthèse sur tous les travaux exécutés à la fin de chaque période de validité du permis ;
3. Tous les échantillons géologiques et minéralogiques demandés par l'Administration des Mines.

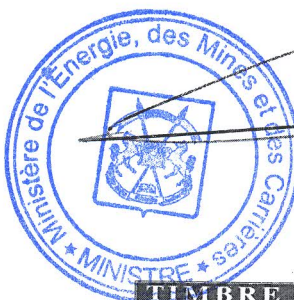
ARTICLE 7 : Sur l'ensemble du permis et durant toute sa période de validité, il est interdit à la société **MIGLAB TRAVAUX ET SERVICES SARL** de mener des activités d'exploitation.

ARTICLE 8: Toute transaction relative au permis de recherche est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des Mines. En cas de réalisation de plus-value suite à cette transaction, elle doit être notifiée à l'Administration fiscale s/c de l'Administration des Mines.

ARTICLE 9 : Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, sans préjudice du retrait du bénéfice du code minier et/ou du permis de recherche.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera publié au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 20 FEV 2017



Alfa Oumar DISSA
Officier de l'Ordre National

Ampliations :

- 1- SP/Cabinet
- 2- ITS
- 3- DGMGC
- 4- DGCMIM
- 2- BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1- DGI/MINEFID
- 1- Gouverneur / Région SAHEL, CENTRE NORD
- 3-SMTS.SARL
- 1 - J.O.
- 1 - Classement

